

Horizons



SOMMAIRE

Horizons	p.45
Entretien Alain Kundycki.....	p. 47
Vie diplomatique	p. 48
Supplément Auto	p. 49-52
Courrier.....	p. 53
Chroniques.....	p. 46, 54
Voyages	p. 55
Météo culturelle	p. 56

UN MONDE
IMMONDE

Jean Portante

> Après la déclaration d'indépendance illégale du Kosovo

Cas particulier et violation du droit

L'Europe, pour justifier son appui à la déclaration d'indépendance du Kosovo en violation de la résolution 1244 de l'ONU, invoque le cas particulier. Et c'est la crédibilité de l'ONU qui paie la note.

DAVID BROMAN

«1. Nous, les dirigeants démocratiquement élus de notre peuple, déclarons ici le Kosovo un Etat indépendant et souverain. Cette déclaration reflète la volonté de notre peuple et elle est en accord total avec les recommandations de l'envoyé spécial de l'ONU Martti Ahtisaari et sa proposition globale de règlement portant statut du Kosovo. (...) 3. Nous acceptons pleinement les obligations pour le Kosovo contenues dans le plan Ahtisaari...»

Dimanche 17 février: l'assemblée parlementaire de Pristina proclamait l'indépendance du Kosovo en ces termes. Déclaration suivie quelques minutes après par une autre, celle du Premier ministre serbe Vojislav Kostunica: «La Serbie ne reconnaîtra jamais un Kosovo indépendant.»

Lundi 18 février: les Etats-Unis, par le biais de George W. Bush, reconnaissent le nouvel Etat – histoire d'ôter définitivement aux autorités serbes toute tentation de recours à la force. Puis ce fut aux tours de Rome, Berlin, Paris, Londres et Luxembourg d'annoncer la rapide mise en œuvre des procédures de reconnaissance.

Le Conseil de l'Union européenne (UE) s'est ensuite engagé, autant qu'il le pouvait, à aider le Kosovo dans sa démarche, notamment en remplaçant la mission des Nations unies par une mission de police et d'Etat de droit et par

l'envoi sur place d'un représentant spécial. Pendant ce temps, la Russie, l'alliée traditionnelle des Serbes, déclarait «illégal» la décision unilatérale du parlement kosovar, estimant qu'elle risquait en outre de «plonger le monde dans le chaos». Trois jours avant, déjà, la Russie avait convoqué, en vain, une réunion extraordinaire du Conseil de sécurité des Nations unies pour tenter d'arrêter le processus.

Mardi 19 février: alors que Javier Solana, le haut représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère et la sécurité commune, rendait visite aux dirigeants kosovars, les forces de l'OTAN (KFOR) intervenaient une première fois suite à des émeutes organisées par la minorité serbe.

Même si on peut se réjouir de voir un certain pragmatisme diplomatique à l'œuvre côté européen pour encourager et assister un peuple à accéder au niveau supérieur de l'autodétermination, il est fortement regrettable que cela se fasse dans la précipitation et en violation du droit international.

La précipitation était déjà inscrite dans le plan Ahtisaari, du nom de l'envoyé spécial de l'ONU au Kosovo: «Après plus d'un an de pourparlers directs, de négociations bilatérales (...) il m'est devenu évident que les parties ne sont pas en mesure de s'entendre sur le statut futur du Kosovo (...). L'indépendance sous supervision internationale est la seule option viable.» Après un an... seulement? Cela devrait faire sourire la majorité des négociateurs à travers le monde, de la Palestine à la Belgique, en passant par l'Irlande, Taïwan, le Congo... Mais, tout en prônant la précipitation, Martti Ahtisaari, reconnaissant que le Kosovo était loin d'être prêt pour l'indépendance, avait tout de même construit son plan autour d'une

période de transition de 120 jours qui, avec l'initiative de l'assemblée kosovar, semble donc être passée à la trappe.

S'il est vrai que la situation temporaire mise en place par la résolution 1244 du Conseil de sécurité durait depuis huit ans, il est un fait aussi qu'il faut parfois beaucoup de temps avant de pouvoir approcher un accord dans un conflit, surtout dans les cas où des atrocités ont été commises. La situation au Kosovo ne présentait rien d'urgent et accepter de donner de la valeur au temps n'est pas nécessairement synonyme de paralysie. La précipitation kosovar fut acceptée et encouragée par une Europe qui avait peur du pourrissement dans une région qui est, géographiquement en son sein. Mais la peur est-elle bonne conseillère?

«SUI GENERIS»

Le prix à payer est clair toutefois: la violation du droit international. La résolution 1244 affirme l'adhésion des Etats membres de l'ONU à la souveraineté et l'intégrité territoriales de la Serbie. La proclamation unilatérale de l'indépendance du Kosovo est donc un acte illégal. Les européens en l'encourageant d'abord, en la reconnaissant ensuite, s'en font les complices.

Toute violation du droit international, les Européens le savent, est un coup porté à l'autorité des Nations unies. Que les Etats-Unis, favorisés par la loi du plus fort, n'hésitent pas à se priver du droit international, c'est une chose. Mais les Européens, qui ne disposent, en matière de politique extérieure (mis à part la toute petite carotte que représente une promesse d'adhésion) que «l'arme» du respect du droit, risquent très très gros en le bafouant.

Et ils le savent: pour tenter de faire croire qu'il reste dans le cadre

du droit international, le Conseil de l'UE, dans son communiqué du 18 février, use de la pirouette que lui offre le plan Ahtisaari, à savoir déclarer le Kosovo un cas particulier: «Le Conseil réitère l'adhésion de l'UE aux principes de la charte de l'ONU (...) entre autres aux principes de souveraineté et d'intégrité territoriales et toutes les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Il souligne sa conviction selon laquelle (...) le Kosovo est un cas particulier («sui generis» dans le texte) qui ne remet pas en question ces principes et résolutions.» Autrement dit: l'UE adhère totalement au droit international sauf pour le Kosovo. Concept que les élus kosovars ont eu le plaisir d'inclure dans la déclaration d'indépendance.

En décrétant, dans la précipitation, le Kosovo un cas particulier, d'un coup de plume le Conseil de l'UE donne raison à la Chine concernant le Tibet et Taïwan, à Israël concernant la Palestine, à la Russie concernant la Transnistrie, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, aux Etats-Unis concernant l'Irak... Existe-t-il au moins un cas général en matière de conflit ethnique?

La tentation est sans doute trop forte pour les Européens, au lieu de risquer le gel permanent de la situation souhaité par la Russie en jouant le jeu du droit international, de parier sur le meilleur scénario possible, à savoir une indépendance unilatérale illégale du Kosovo suivie d'une acceptation non violente serbe et russe du fait accompli – la stabilisation et le développement exemplaires du Kosovo faisant à la longue oublier le pied de nez au droit.

Toutefois, même si l'Europe réussissait cette fois son coup avec le Kosovo, en jouant pragmatisme contre droit international, elle sait bien qu'elle fait de l'ONU une perdante certaine. C'est dommage.

Je sens comment tout autour les cerveaux sont devenus «vidables et remplissables» tels de vulgaires récipients. Une opinion publique se façonne en un temps record aujourd'hui. Je n'ignore pas qu'il fut de tout temps aisé de malaxer les têtes au gré des puissants, comment expliquer autrement qu'une Allemagne tout entière presque se soit laissé embrigader par un Führer à l'ego surdimensionné. Cela me donne froid dans le dos. Sans les moyens de persuasion modernes que sont devenus les grands médias actuels, la télé surtout, mais aussi Internet, une nation entière put être conduite à l'abattoir, et avec elle une bonne partie du monde. Ce qui signifie bêtement que le cerveau n'est qu'un banal contenant dont on peut transvaser le contenu pour le remplacer par un autre. Les publicitaires connaissent la chanson qui n'ont pas attendu la lucidité d'un Vance Packard, auteur du célèbre *The Hidden Persuaders*, pour réaliser que l'esprit humain était malléable à merci. Voilà le noyau de la psychologie communicative qui désormais règne sur le monde. Ce qui est, est détourné par la façon dont on le présente. Comme si tout était devenu l'objet d'une publicité totale. On dit bien, dans le langage courant, qu'une idée se vend. Or pour vendre il faut le bel emballage de la communication. Du coup, le contenu n'est plus l'essentiel. Du coup, la manipulation devient la règle. Du coup, les revirements de l'opinion collective sont spectaculaires et faciles à orchestrer.